DIAL 2944

CHILI - Dans les coulisses du “modèle” chilien

Betzie Jaramillo

dimanche 1er juillet 2007, mis en ligne par Dial

Pour certains observateurs extérieurs, le Chili est un pays modèle, dont devraient s’inspirer les autres pays “en voie de développement”, notamment en Amérique latine. Le taux de croissance depuis les années 1990 est élevé et le Produit intérieur brut (PIB) par habitant, substantiel. Cet article, paru dans le journal chilien La Nación*, dimanche 29 octobre 2006 nous invite à aller au-delà du décor, dans les coulisses du “modèle”, et rappelle ainsi à sa manière que le PIB par habitant, n’étant qu’une moyenne, ne signifie pas grand-chose à l’heure de mesurer le niveau de vie réel des habitants.*

Les chiffres sont têtus. 60% des Chiliens sont pauvres ou extrêmement pauvres. En même temps, les banques enregistrent un record historique de profits pour cette partie de l’année. Ce sont les paradoxes de ce Chili socialement fracturé.

Il y a un homme qui s’installe dans la rue piétonne Huérfanos au milieu des vendeurs ambulants de tous types de contrefaçons et, avec quelques poignées de miettes, il attire les pigeons. Quand il en a un certain nombre autour de lui, il se met à crier « Trois pour mille, trois pour mille ». Il ne vend rien, mais il reçoit quelques pièces de monnaie parce qu’il est sympathique. Il appartient à ces 20% de la population, soit une personne sur cinq, qui vivent dans l’extrême pauvreté, à ce groupe E comme on préfère l’appeler pour que la résonance soit moins forte. Si on y ajoute les presque 40% qui correspondent à la classe basse (groupe D), cela fait que la majorité des Chiliens vivent en frôlant le seuil de la pauvreté ou en y étant définitivement plongés. Féroce contraste avec les 8 000 dollars de revenu *per capita*.

Cette majorité ne devient visible par le reste de la population – 21% de niveau moyen bas (groupe C3), 15% de niveau moyen (groupe C2) et seulement 6,2% de niveau élevé (ABC1) (données de Corpa Estudios de Mercado) – que lorsque la télévision transforme leur vie en spectacle et que les caméras intruses montrent l’exiguïté de leurs maisons, l’entassement, les lits à côté de la cuisine et des bidons de paraffine. Car la ségrégation fait que la plupart du temps les différents mondes chiliens ne se côtoient pas. Mais la chronique policière des journaux télévisés les montre chaque jour.

Les banques, qui cette semaine ont présenté un record de profits entre janvier et septembre, avec des bénéfices de 1,303 milliard de dollars – ce qui équivaut à presque 700 milliards de pesos [1] – ont annoncé en même temps qu’elles projettent de répartir des cartes de crédit dans les secteurs à faibles ressources. Mais, à coup sûr, elles ne seront pas pour les groupes D et E, qui resteront exclus du système financier, et qui ne peuvent même pas signer un « chèque en bois ». Ce sont les gens du C3, les 20% de la population, qui ont d’ordinaire des cartes de crédit de supermarchés et de firmes commerciales, vers qui lorgnent les banques. Car la réalité est que seulement 20% de la population ont un compte courant et des cartes de crédit bancaires.

Explosion de « *coleros* » [2]

Se rendre dans le quartier de Los Morros à San Bernardo [3] est un voyage vers cette majorité qui vit dans des maisons SERVIU [4], où le principal remaniement sont les grilles aux fenêtres et les fils barbelés

– qui les protègent de qui ? d'eux-mêmes ? Un homme bouche les trous de la rue en échange de quelques pièces de monnaie que lui donnent les automobilistes, un stand vend des *completos* [5] à 200 pesos [6], prix qui, sur l'avenue Santa Rosa, à la hauteur de la commune de San Joaquin [7] s'élève à 350 [8], et dans le centre, chez Dominó [9], le moins cher vaut 1 000 pesos [10]. Les panneaux d'un mini-supermarché de Los Morros affiche les prix par quart de kilo et annonce une offre de cous de dinde. Le jour de marché, ce sont en majorité des « *coleros* » qui vendent n'importe quelle vieillerie à même le trottoir. Mais cela n'atteint pas les dimensions du marché de Peñalolén, où, derrière les marchands officiels, les vendeurs informels étalent leurs chiffons à l'infini dans le labyrinthe des rues intérieures. Car être « *colero* » est une solution d'urgence pour gagner quelques « lucas » [11], qui concerne une majorité de gens qui subsistent avec peine, travaillant parfois oui, parfois non. En effet, la majorité des travailleurs chiliens, 80% – sont engagés par les PME [12] qui survivent en les employant sur de courtes périodes.

Une étude du Centro de Investigación Laboral y Previsional [13], de l'Université du Chili, affirme que 47% des cotisants ont des contrats temporaires. Et un tiers du total ne reste même pas un an à son poste, ce qui l'exclut de tout droit à indemnité ou à l'assurance-chômage. Ce sont là des privilèges qui reviennent aux 20% les plus riches, ceux qui appartiennent au cinquième quintil et qui touchent 66% des indemnités pour leurs années de service. Et encore, nous parlons de ceux qui parviennent à signer un contrat, car ce sont le travail informel et les petits boulots mal payés qui font bouillir la marmite dans les familles. Pour cette raison peut-être, dans les études préalables à l'élaboration de la nouvelle fiche CAS [14], une des propositions, ou critiques, est que « n'apparaît pas clairement ce que l'on entend par travail ». Tous ces gens, jusqu'à maintenant, ne bénéficient pas des prix élevés du cuivre, à moins qu'ils ne le volent. L'an dernier le kilo valait 1 700 pesos [15], les ateliers de Los Morros paient en ce moment 2 700 pesos [16]. D'où une vague de vols de câbles en cuivre utilisés pour le téléphone et l'électricité, qui s'est déjà soldée par 26 morts, électrocutés.

Être pauvre revient plus cher

Le système est si pervers que c'est précisément pour les pauvres que la vie est plus chère. Quelques exemples. Pour commencer, le système des impôts, basé sur la TVA qui s'élève aujourd'hui à 19% et représente 40% de tout ce que perçoit l'État : elle est payée sur chaque pain, sur chaque litre de lait, sur chaque kilo de pommes de terre, que soit riche ou pauvre celui qui l'achète. Il en va de même pour l'énergie : pour les plus riches, la dépense en électricité représente moins de 1% de leurs revenus, alors qu'ils consomment beaucoup plus. Dans le cas des pauvres, c'est 10% à Santiago et jusqu'à 20% dans la Région des lacs [17], comme l'a indiqué à *El Ciudadano* le directeur du Programme d'études en énergie de l'Université australe, Miguel Márquez.

Prenons l'exemple de la famille Véjar Urzúa, protagoniste de l'article d'Antonio Valencia dans *La Nación* [18] à l'occasion de la Journée mondiale pour l'éradication de la pauvreté (18 octobre) : en électricité, eau et gaz, ils déboursent 38 000 pesos [19] et les revenus familiaux sont de 120 000 [20]. Le gaz est ce qui leur revient le plus cher, 20 000 pesos environ [21], car ils survivent grâce à une micro-entreprise de pâtisserie. Pour l'éducation, c'est la même chose. Les pauvres, alors qu'ils fréquentent les collèges publics, doivent consacrer 15% de leurs revenus aux uniformes, transports et fournitures. Pour les plus riches, le pourcentage baisse à 11% et inclut les mensualités –jusqu'à 200 000 pesos [22] – des collèges d'élite où ils envoient leurs enfants.

Les Véjar Urzúa peuvent être un exemple de famille qui appartient à ces 60% (groupes E et D). Les parents ont 48 et 50 ans, et trois enfants de 28 à 20 ans, quatre petits enfants, auxquels s'ajoute Brian, un orphelin de 12 ans qu'ils ont accueilli. Au total, 10 êtres humains qui s'entassent dans une maison d'à peine plus de 30 m2 à San Ramón [23]. Victor, le père, est malade, il n'est donc plus le soutien de famille. Cette responsabilité retombe sur Brigida, qui fait fonctionner sa petite boulangerie-pâtisserie avec l'aide de ses trois enfants chômeurs, dont deux filles qui sont mères célibataires. C'est ce qui différencie Brigida de ses filles. Elle s'est mariée avec Victor, mais ses filles ne sont pas passées par le Registre d'état civil avec les pères de leurs enfants. Pour cette raison, ses petits enfants font partie de cet énorme pourcentage d'enfants (plus de 50%) qui naît hors mariage, et leur destinée dépend exclusivement de leurs mères et grand-mères. « Car il ne s'agit pas seulement de pauvreté matérielle, mais de pauvreté

humaine, citoyenne, qui ne leur permet pas d'avoir des projets, pas même celui de fonder leur propre foyer » dit le Prix national d'Histoire, Gabriel Salazar. D'où tant d'enfants abandonnés et d'hommes pauvres qui ne se sentent pas capables d'assumer des responsabilités au-delà de leur propre subsistance. Pour cette raison, quand le MIDEPLAN [24] a ouvert le débat sur la nouvelle fiche CAS, on a aussi parlé de « manque de clarté dans le concept de famille », c'est-à-dire que nous ne savons pas si les Véjar Urzúa forment une famille ou trois, si l'on tient compte du fait que les deux mères célibataires qui vivent avec eux sont aussi des familles distinctes.

Femmes exploitées, hommes marginalisés

Gabriel Salazar souligne aussi la féminisation de la pauvreté. « Ce sont elles maintenant les exploitées, elles qui sont dans la plus grande précarité ; elles sont travailleuses saisonnières, servantes, chargées de l'emballage en chambres frigorifiques. Les hommes, ils ont perdu le privilège d'être le roi de la maison, le soutien de famille, pour tomber dans la marginalité. » Et à la perte du rôle s'ajoute ce que traîne après elle la marginalité : séparations, infidélité, alcool et drogues, qui les amènent à perdre jusqu'à leur identité sexuelle, puisque, pour quelques pesos destinés à la drogue, ils se prostituent avec d'autres hommes. « C'est la crise de la masculinité dans les secteurs populaires, où les enfants ne trouvent pas de modèles à imiter ou à aimer. Cette aggravation de la condition masculine est derrière la grande violence que les hommes exercent sur les femmes. »

Mais Gabriel Salazar se refuse à penser que les pauvres sont condamnés pour toujours et il souligne que ce sont eux précisément qui ont construit ce pays. « Ce sont les miséreux qui ont gagné les guerres, ceux qui ont créé la culture chilienne, y compris *el dieciocho* [25], la cueca [26], les *ramadas* [27], même si maintenant ce n'est plus désormais qu'une parodie de ce qu'ils inventèrent. » Et ils continuent à créer de la culture, même si elle est en marge de l'industrie, surtout avec la musique. « Ce sont surtout les jeunes des quartiers, avec leur fusion de rock et de hip-hop, mais avec une lyrique bien à eux, aux profondes racines sociales. Leurs concerts, leurs récitals, sont des évènements qui ont un impact culturel et politique. » Les temps changent et les jeunes ont maintenant comme référents les Indiens mapuche ou de l'Atacama. » « Nous, nous marchions derrière les ouvriers, mais maintenant les Indiens sont les modèles des jeunes. Et aujourd'hui, on écoute plus de « trutrucas » [28] qu'avant. » Le peuple mapuche, le groupe le plus pauvre d'entre les pauvres, change lui aussi peu à peu. « Pour la première fois, on parle d'intellectuels mapuche, qui ont voyagé, étudié et qui font partie des structures du pouvoir. Les *lonkos* [29]) et les *machis* [30] sont maintenant derrière les *werkenes* [31] qui sont presque tous jeunes. C'est un changement sans ruptures. Très intéressant. »

Il croit aussi que la rébellion des « pingouins » [32] fait partie de nouveaux mouvements qui viennent d'en bas. « Ils sont la pointe de l'iceberg », dit Gabriel Salazar. Même si, maintenant, ils n'ont pas le droit de vote, car ils sont encore très jeunes, ils seront majeurs aux prochaines élections. Et pour peu qu'ils aient l'idée de s'inscrire sur les listes électorales –ce que, jusqu'à présent, n'ont pas fait deux millions de jeunes, surtout ceux à faibles revenus, qui refusent le vote comme moyen de participer-, les politiques devront en tenir compte. Des votes sont des votes. C'est ainsi que se cuisine la recette du « Chili *a lo pobre* » [33] où avec un peu de chair (humaine), d'oignon pour les sentiments et des œufs pour donner de la valeur à la vie, le pays se construit petit à petit avec ceux de toujours : les pauvres.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2944.
– Traduction de Sylvette Liens pour Dial.
– Source (espagnol) : La Nación, 29 octobre 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteure, la traductrice, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Un euro vaut actuellement environ 700 pesos et un dollar, 530 pesos – NDLR (comme toutes les notes suivantes).

[2] Les *coleros* sont les vendeurs informels venant s'installer pour vendre un peu de tout, souvent des objets domestiques inutilisés, des habits, etc., aux marges des marchés de plein air, à la queue du marché (*cola*), d'où leur nom.

[3] Municipalité située au sud-ouest de l'agglomération de Santiago la capitale.

[4] Du nom de l'organisme gouvernemental chargé des logements, le Service des logements et de l'urbanisation – *Servicio de Vivienda y Urbanización* en espagnol.

[5] Version chilienne du hot-dog, composée elle aussi d'une saucisse et d'un pain, auxquels sont ajoutés une série d'ingrédients selon les goûts et les moyens (avocat, tomate, choucroute…).

[6] Soit 30 centimes d'euro.

[7] Commune faisant partie de l'agglomération de Santiago et située dans la partie sud de la métropole. À Santiago, les quartiers ouest de la ville – *el barrio alto* – sont traditionnellement considérés comme les plus aisés, et les quartiers du sud de la ville comme plus populaires.

[8] 50 cts d'euro.

[9] Chaîne de restauration rapide.

[10] 1,5 euro.

[11] Un « *luca* », c'est 1 000 pesos.

[12] Petites et moyennes entreprises.

[13] Centre de recherche sur le travail et la prévision.

[14] Fiche de caractérisation socio-économique.

[15] 2,5 euros.

[16] Un peu moins de 4 euros.

[17] La Région des lacs est la dixième Région, située au sud du pays.

[18] Lire l'article en espagnol au format pdf.

[19] 54 euros.

[20] 170 euros.

[21] 28 euros.

[22] 285 euros.

[23] Commune du sud de l’agglomération de Santiago.

[24] Ministère de planification et coopération.

[25] La fête nationale chilienne, qui se célèbre le 18 septembre.

[26] La danse nationale.

[27] Les *ramadas* sont les “salles de fête” temporaires édifiées au moment de la fête nationale. Leurs toits étaient traditionnellement faits de branches d’armes (*ramas*), d’où leur nom.

[28] Instrument traditionnel mapuche. La *trutuca*, qui ressemble un peu à un cor, est fait de corne et d’un bambou nommé *colihue*.

[29] Chefs traditionnels.

[30] Guérisseurs ou guérisseuses.

[31] Porte-paroles, « messagers ».

[32] Les « pingouins » sont les collégiens et les lycéens qui se mobilisent régulièrement pour protester contre l’état de l’éducation publique. Leur nom leur vient de l’uniforme bleu foncé (pantalon, veste, jupe pour les filles) et blanc (chemise ou chemisier) qu’ils portent.

[33] Référence au plat traditionnel, le « *bife a lo pobre* », bifteck avec des pommes de terre frites, des oignons et des œufs.